



Le président de la République Emmanuel MACRON reçoit les deux principaux candidats à la Chancellerie allemande à trois semaines d'un scrutin à l'issue incertaine

Le président de la République Emmanuel MACRON a reçu lundi à l'Élysée le ministre des Finances allemand et candidat du SPD aux législatives du 26 septembre Olaf SCHOLZ et recevra aujourd'hui son rival conservateur, le président fédéral de la CDU et ministre-président de

Rhénanie du Nord-Westphalie Armin LASCHET, également candidat à la succession de la chancelière Angela MERKEL. Le tout à quelques jours d'élections qui s'annoncent très disputées. Seule certitude, rappelle Mme Corinne DELOY, chargée d'études au CERI (Sciences Po Paris), responsable de l'Observatoire des élections en Europe à la Fondation Robert Schuman : l'Allemagne va avoir un nouveau chancelier puisque Mme MERKEL, après seize années de gouvernement entre son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti socialdémocrate (SPD) au sein d'une "grande coalition", à l'exception des années 2009-2013 où elle a gouverné avec le Parti libéral-démocrate (FDP), ne se représente pas.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, il n'y aura donc pas de candidat sortant aux élections fédérales. Et pour la première fois aussi, il y aura vraisemblablement une coalition gouvernementale nécessitant 3 partis à l'issue du scrutin. Le premier débat télévisé le 29 août a d'ailleurs réuni un trio, à savoir les trois principaux candidats : MM. LASCHET, SCHOLZ et Mme Annalena BAERBOCK (Verts). La fin de la "grande coalition" semble donc programmée, les deux partis au pouvoir étant affaiblis et victimes d'une érosion continue depuis des années, ce qui renforce la multiplication des forces politiques. La CDU/CSU a perdu 40 % de ses adhérents depuis 1960, le SPD davantage encore. Mais rien n'est sûr, met en garde Mme DELOY dans la lettre n°946 de la Fondation.

Si le clivage gauche/droite est, comme dans de nombreux pays d'Europe, de moins en moins pertinent au moment du vote des électeurs, il reste fondamental lors de la formation des gouvernements. Le nombre de coalitions possibles à l'issue du scrutin reste large : une alliance comprenant la CDU/CSU et les Verts/Alliance 90 ; la même alliance CDU/CSU et Verts/Alliance 90 avec le FDP ; une alliance rassemblant la CDU/CSU, les Verts/Alliance 90 et le SPD ; une coalition regroupant le SPD et les Verts/Alliance 90 ; la même coalition avec en plus le FDP, une alliance composée du SPD, des Verts/ Alliance 90 et du Parti de gauche (Die Linke) ou, enfin, la reconduction d'une "GroKo".

Toutefois, depuis ces derniers jours, et c'est encore une première, le SPD a pris la tête dans les enquêtes d'opinion, devançant la CDU/CSU. Jamais depuis 2006, les sociaux-démocrates n'avaient dépassé le parti de la chancelière sortante dans les intentions de vote au niveau national. Indéniablement, les difficultés des candidats LASCHET et BAERBOCK, font le jeu du SPD. Selon les derniers sondages réalisés fin août, le parti conduit par M. SCHOLZ (SPD) recueillerait 24-25 % des suffrages et M. LASCHET 21-22 %, soit son résultat le plus faible depuis les années 1980. La CDU/CSU était créditée de plus de 30 % des voix au début de l'année et ce jusqu'en mars. Devancée par les écologistes, elle avait ensuite repris l'avantage avant de reculer dans les sondages à partir du 10 août. Les Verts prendraient la troisième place du scrutin avec 16-17 % des suffrages. Ces derniers étaient crédités de plus de 25 % des voix en avril et mai derniers ; ils devançaient même les chrétiens-démocrates dans les enquêtes d'opinion. Le Parti libéral-démocrate (FDP) obtiendrait 12-13 % ; l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) 11-12 % et le Parti de gauche (Die Linke) 6-7 %.